

35 J A H R E
DEUTSCH-FRANZÖSISCHER JOURNALISTENPREIS
PRIX FRANCO-ALLEMAND DU JOURNALISME
A N S



**Discours de Jürgen Habermas
à l'occasion de la
Remise du Grand Prix Franco-Allemand des Médias**

Berlin, le 4 Juillet 2018

Sur mon bulletin de bachelier figure la mention suivante : « Habermas veut devenir journaliste ». Toutefois, de mes débuts à la rédaction locale de Gummersbach du Kölner Stadtanzeiger aux pages culturelles du Handelsblatt où j'ai noirci du papier auprès d'Adolf Frisé, on n'a cessé de me signifier que mes écrits sont trop difficiles. Même Karl Korn, cet homme bienveillant qui m'avait vivement encouragé à faire des exercices de plume lorsque j'étais encore étudiant à Bonn, m'a dit plus tard que je ferais mieux de m'en tenir à mes travaux universitaires. Ces réserves continuent de s'exprimer jusqu'à récemment dans certaines lettres de mes lecteurs, et à mon âge, la cause est désespérée. Je suis d'autant plus heureux d'avoir été invité par le PDG de la Saarländischer Rundfunk à venir, dans le cadre du Prix franco-allemand du Journalisme, marcher sur les traces de lauréats aussi éminents que Tomi Ungerer, Simone Veil et Jean Asselborn. Asselborn et moi avons en commun le fait de parler d'Europe sans langue de bois. Alors que le jury du PFAJ et le laudateur n'ont pas tari d'éloges pour évoquer mes essais que d'autres ont coutume de taxer d'euroromantisme, vous ne jugerez pas inconvenant que je répète aujourd'hui, quoiqu'en d'autres termes, des choses que j'ai souvent dites à propos de notre continent en pleine dislocation.

Je ne traiterai pas des bruits symptomatiques émis depuis la Bavière et qui ont déclenché une crise gouvernementale, reléguant à l'arrière-plan le sujet de fond qu'est le manque de volonté de coopérer au sein de l'Union européenne. La racine du problème se trouve en l'espèce chez ces europhiles qui ne s'avouent pas les réserves qu'ils nourrissent à l'endroit d'une Europe qui agirait solidairement.

Jean-Paul Sartre a décrit et appelé « mauvaise foi* » une antithèse explicite de la « bonne foi* ». Qui n'a jamais ressenti cette intranquillité qui sourd : on agit en toute bonne foi, mais lorsque le cours du temps s'apaise, on ressent le trouble d'un doute qui vient nous ronger et ébranler la fermeté des convictions que nous avons incarnées sans jamais défaillir : il y a là une trace de pourriture sur laquelle le flux de nos arguments s'écoule sans qu'on s'en aperçoive. L'émergence d'Emmanuel Macron sur la scène européenne dévoile, à mon sens, cette tache de pourriture sur l'image que se font d'eux-mêmes ces Allemands qui ont bombé le torse pendant la crise de l'euro en ayant, chevillée au corps, la conviction que la crème des Européens, c'étaient bien eux, eux qui sortaient tous les autres de la mouise.

Permettez-moi de préciser que je n'associe pas de reproche moral à la mauvaise foi* dont je les taxe. En effet, les gens dont les croyances se gâtent de l'intérieur, pour ainsi dire, n'en sont ni complètement responsables, ni dégagés de toute responsabilité.

*en français dans le texte, N.d.T.



Notre europhilie allemande présente en ce sens une similitude avec un tout autre phénomène, manifestement très répandu dans les cloîtres cisterciens du 11^{ème} siècle : ces états d'âme que connaissaient les moines en proie à des accès de doute dans leur foi et qui les plongeaient dans une aversion mélancolique dans laquelle ils s'abîmaient. Cet état neurasthénique appelé « acédia », d'une part, n'était pas puni comme un péché, parce que le seuil cognitif du doute explicite envers sa propre foi n'était pas franchi ; d'autre part, cette « affection du moine » ne devait pas non plus remplir tous les critères du tableau clinique de la dépression – le moine affecté aurait alors été absous. Les moines n'étaient pas tenus pour responsables de leur acédie, mais ils ne devaient pas pour autant se soustraire complètement à leur propre responsabilité. Cette oscillation qui brouille les limites de la responsabilité individuelle est précisément ce qui caractérise également la bonne foi dont nous pressentons l'anicroche – la mauvaise foi.

Bien entendu, nombre de voix discordantes ont non seulement critiqué la politique d'austérité inspirée par l'Allemagne, mais aussi soupçonné le biais caché sous les atours d'une solidarité réclamée à cor et à cri. Mais l'opinion dominante des grands médias a veillé pendant des années à ne pas ébranler la conviction de la population allemande qui croyait de bonne foi en son rôle solidaire, y compris en temps de crise. Dans l'ensemble, le rôle désintéressé qu'a joué le gouvernement allemand en se posant en démineur de crise avisé et en bailleur généreux a été jugé convaincant.

N'avait-il pas toujours eu à l'esprit le bien de tous les États membres, y compris lors de la tentative ratée de mettre les Grecs à la porte ? Au regard des défis que pose un scénario mondial radicalement transformé et qui n'avaient pas été anticipés, cet autoportrait complaisant voit désormais son vernis s'écailler. J'en veux pour preuve un éditorial paru tout récemment sur cette fameuse nuit où, aux premières lueurs du jour, le président français a extorqué à la chancelière allemande cette concession : les Grecs ne seraient pas mis à l'index. Ce n'est que maintenant, trois ans plus tard, que quelqu'un comme Cerstin Gammel, journaliste toujours plus clairvoyante que la plupart des gens, peut s'autoriser à rappeler sans fard ce sommet de notre égoïsme économique national effronté (Süddeutsche Zeitung daté du 21 juin 2018, page 4).

Il est vrai qu'au temps de l'ancienne République fédérale d'Allemagne et jusqu'à Helmut Kohl, de bonnes raisons avaient forgé l'image de bons Européens que les Allemands avaient d'eux-mêmes. La situation d'une nation vaincue, et pas sur le seul plan militaire, est aussi un élément d'explication, mais cela n'allait pas de soi pour autant. D'après ce que j'ai



pu observer, le changement de mentalité introduit depuis Kohl vers la normalité célébrée d'un État-nation enfin réuni a teinté cet autoportrait d'autres nuances, et l'a durablement fixé.

Finalement, dans le sillage de la crise bancaire, de la crise des dettes souveraines et des récits nationaux divergents sur la crise, les traits ainsi représentés se sont durcis à mesure qu'on se regardait le nombril, pour composer de plus en plus le visage de la mauvaise foi*. La tache de pourriture sur cette mystification de soi-même accomplie de bonne foi se trahit dans le fait dissonant de notre méfiance envers la disposition à coopérer d'autres nations, notamment les plus méridionales d'Europe.

Il n'échappera pas aux auditeurs attentifs de la chancellerie allemande qu'elle fait un usage singulier des adjectifs « loyal » et « solidaire ». Ce fut le cas récemment lors d'un entretien avec une célèbre animatrice de télévision allemande, Anne Will, où elle exhortait ses partenaires de l'Union européenne à agir de concert en matière de politique de l'asile comme dans le différend douanier qui les oppose aux États-Unis, et exigeait dans ce contexte de la « loyauté ». La plupart du temps, c'est la cheffe qui attend de ses collaborateurs qu'ils fassent preuve de loyauté, tandis qu'un agir politique conjoint exige plutôt qu'on se montre solidaire que loyal. Face à des intérêts divergents, il faut savoir tour à tour faire passer ses propres intérêts au second plan, derrière l'intérêt commun. Car en matière de politique de l'asile, tous les pays ne sont pas également touchés par les migrations, du fait, par exemple, de leur situation géographique ; tous n'ont pas non plus les mêmes capacités d'accueil.

Ou bien les droits de douane annoncés par les États-Unis sur les importations de voitures frappent un pays plus durement que les autres – en l'espèce, l'Allemagne. En pareil cas, l'agir politique conjoint signifie que l'un prend en compte les intérêts de l'autre et qu'on prend sa part de responsabilité dans la décision politique prise conjointement. Dans les deux cas précités, l'intérêt principal de l'Allemagne est aussi évident que dans les efforts entrepris en vue d'une politique étrangère européenne commune. Le fait que la chancellerie parle de « loyauté » dans les cas que je viens d'évoquer, s'explique probablement par l'usage qu'elle fait depuis des années du terme « solidarité », qu'elle emploie dans un autre sens, plus étroit – un sens économique. « Solidarité contre responsabilité propre » : la formule édulcorée s'est imposée dans le sillage de la politique de crise de ces dernières années, à propos des conditions que le créancier impose à ses débiteurs. Je veux dire par là qu'il s'agit d'un changement du sens de la notion de solidarité, qui revêt désormais un caractère conditionnel. C'est là le point de rupture sémantique auquel notre certitude allemande que nous sommes la crème des Européens commence à s'effriter.



Face aux cris d'orfraie que d'aucuns poussent à propos de transferts d'argent fantasmés, l'absence de légitimité et le succès douteux de dispositions de politique budgétaire qui freinent l'investissement, et de réformes du marché du travail qui font le lit du chômage pour des générations entières, se font jour petit à petit, y compris dans l'opinion publique.

La notion de « solidarité » exprime la relation de confiance mutuelle que s'accordent des acteurs qui consentent librement à s'engager pour un agir politique conjoint. La solidarité n'est pas l'amour de son prochain, mais certainement pas non plus une forme de conditionnalité qui apporte un bénéfice unilatéral. Si l'on fait montre de solidarité, c'est qu'on est prêt à en accepter les inconvénients à court terme, à la fois dans son propre intérêt à long terme, et confiant dans le fait que l'autre agirait de la même manière dans une situation similaire. La confiance mutuelle - dans le cas qui nous occupe, la confiance au-delà des frontières nationales - est une variable tout aussi importante que l'intérêt propre à long terme. La confiance pallie le délai qui s'écoulera jusqu'à ce qu'on ait l'occasion d'éprouver la contrepartie à laquelle on peut s'attendre, en principe, mais dont il n'est ni certain qu'elle soit accordée, ni possible de savoir quand et comment cela arrivera – le cas échéant. Sous la camisole serrée de la conditionnalité de soi-disant actes de solidarité, l'absence d'un tel socle de confiance se dévoile – et avec elle le fond creux de notre vision nationale de nous-mêmes en bons Européens.

Dans les négociations sur les propositions de réforme d'Emmanuel Macron, l'Allemagne - avec à sa remorque les pays dits bailleurs - hésite à développer une union monétaire qui opère dans des conditions sous-optimales pour en faire une union politique de la zone euro.

Pour cela, une zone euro démocratique ne devrait pas seulement être conçue pour résister à toutes les tempêtes spéculatives – avec une union bancaire controversée, une procédure de règlement du passif en cas de faillite à l'avenant, une garantie commune des dépôts pour les avoirs des épargnants et un fonds monétaire contrôlé au niveau européen. Elle devrait surtout être dotée des compétences et des moyens budgétaires nécessaires au cas où les écarts économiques et sociaux entre les États-membres continueraient de se creuser. Il n'est pas seulement question ici de stabilisation en matière fiscale, mais de convergence, c'est-à-dire de l'intention politique crédible des États-membres les plus puissants sur le plan économique et politique d'honorer l'engagement rompu d'une monnaie unique qui mènerait à la convergence des évolutions économiques.

Le populisme de droite peut pratiquer la surenchère à partir des préjugés à l'encontre des migrants et stimuler les peurs de la modernité de classes moyennes désarçonnées ; mais les symptômes ne sont pas le mal. La cause de la régression politique, plus profonde, réside dans une



déception violente : non seulement l'Union européenne actuelle ne dispose pas de la capacité d'agir politique qu'il faut pour contrer les inégalités sociales rampantes au sein des États-membres et entre eux, mais le populisme de droite est avant tout à mettre au crédit de la perception fort répandue chez les premiers concernés, selon laquelle il manque à l'Union européenne la volonté politique de devenir capable d'un agir politique.

Le coeur de l'Europe, actuellement en pleine désagrégation serait, si l'on bâtissait une union de la zone euro qui soit capable d'agir, la seule force envisageable contre la poursuite de la destruction de notre modèle social paré de tant de vertus. Dans sa constitution actuelle, l'Union européenne ne peut qu'accélérer cette dangereuse déstabilisation. La cause de la désagrégation trumpienne de l'Europe est la conscience croissante, et ô combien réaliste, des peuples européens qu'il manque la volonté politique crédible d'enrayer ce cercle vicieux. Au lieu de cela, les élites politiques sombrent dans les remous d'un opportunisme pusillanime, girouettes rivées sur les instituts de sondage pour se maintenir au pouvoir, à court terme. L'absence de courage pour développer une pensée propre, pour laquelle on doit d'abord rallier des majorités au prix de la polarisation, est d'autant plus ironique que les majorités prêtes à se montrer solidaires existent depuis bien longtemps, véritable force de dissuasion. Je pense que les élites politiques, et au premier chef les partis sociaux-démocrates timorés, n'exigent pas suffisamment de leurs électeurs sur le plan des valeurs. La récente publication du groupe de recherche de Jürgen Gerhards montre qu'il ne s'agit pas là de pure projection d'idéaux philosophiques déçus – lui qui depuis de nombreuses années mène avec intelligence des études comparatives d'envergure sur la volonté de s'engager sur la voie de la solidarité dans treize États-membres de l'Union européenne : a émergé non seulement une conscience de la solidarité européenne qui rassemble, distincte de la conscience nationale, mais aussi une disposition étonnamment élevée à soutenir les politiques européennes qui comprendraient une redistribution transnationale.²

La crise italienne est peut-être la dernière occasion de réfléchir à l'obscénité de cette situation, dans laquelle on impose à l'union monétaire européenne, au bénéfice des membres les plus puissants sur le plan économique, un système de règles rigides, sans ouvrir la voie à des marges de manoeuvre et à des compétences pour un agir conjoint souple qui les compenserait. C'est pourquoi le premier petit pas en direction d'un budget de la zone euro, qu'Emmanuel Macron a arraché à Angela Merkel, revêt une grande importance symbolique. Il est étrange qu'un gouvernement acculé laisse acheter au compte-gouttes sa résistance ardente à toute avancée vers plus d'intégration.



Je ne m'explique pas pourquoi le gouvernement allemand croit qu'il peut convaincre ses partenaires de faire cause commune sur des questions importantes de politique migratoire, de politique étrangère et de commerce extérieur, tout en faisant de l'obstruction dans cette question centrale, de survie, qu'est le développement politique de la zone euro.

Le gouvernement allemand s'enfonce la tête dans le sable, tandis que le président français affirme sa volonté de faire de l'Europe un acteur présent dans l'arène internationale et prêt à lutter pour un ordre mondial libéral et plus juste. La manière dont la presse allemande s'est fait l'écho du compromis de Meseberg est aussi trompeuse – comme si le feu vert d'Angela Merkel à un budget de la zone euro représentait pour Emmanuel Macron un succès dont il avait besoin d'urgence, obtenu en échange de son soutien à la politique de la chancelière en matière d'asile. Cela gomme cette différence : M. Macron a au moins réussi à mettre sur les rails un projet qui va bien au-delà des intérêts d'un seul pays, tandis que Mme Merkel se bat pour sa propre survie politique. Le président Macron est critiqué, non sans raison, pour les réformes sociales inégalitaires qu'il met en oeuvre en France, mais il transcende les dirigeants européens car il traite chaque problème actuel avec une profondeur de champ bien plus importante ; ce faisant, il ne se contente pas de réagir. Il se distingue par son courage d'oser une politique créative dont les succès réfutent l'affirmation sociologique selon laquelle la complexité de la société n'autorise plus guère qu'un réagir visant à éviter le conflit.

Le caractère historiquement inédit de la situation actuelle échappe à la perspective inspirée de l'Antiquité selon laquelle le déclin succède inévitablement à l'apogée des empires. La société mondiale, de plus en plus soudée sur le plan fonctionnel, reste politiquement fragmentée.

Ce désarmement de la politique suscite l'intuition du seuil devant lequel les populations d'aujourd'hui retiennent leur souffle et reculent d'effroi. Il s'agit pour moi du seuil vers des formes supranationales d'intégration politique qui exigent des citoyens qu'ils se mettent à la place de l'autre, au-delà des frontières nationales, avant de déposer un bulletin dans une urne. Les apôtres du réalisme politique oublient, sous le flot de leurs sarcasmes, que leur propre théorie était taillée sur mesure pour l'épisode de la Guerre Froide entre deux acteurs rationnels. Où est la rationalité de l'agir dans l'arène contemporaine ? D'un point de vue historique, le pas qui se profile en direction d'une union de la zone euro capable d'un agir politique s'inscrit dans la continuité d'un processus d'apprentissage qui s'est déjà produit avec l'émergence de la conscience nationale au 19^{ème} siècle. Cette conscience, ce sentiment d'appartenir à une communauté nationale qui dépasse celle du village, de la ville et de la région, ne relèvent pas d'un processus de génération spontanée. Elle a plutôt fait l'objet d'une adaptation résolue, par les élites influentes, des relations fonctionnelles qui existaient déjà entre les États et les économies



nationales modernes. Aujourd'hui, les populations nationales sont ébranlées par les impératifs fonctionnels politiquement incontrôlables d'un capitalisme mû par des marchés financiers qui échappent à toute régulation. La bonne réponse ne saurait consister en un repli effaré derrière les frontières nationales.

Traduction : Hélène Bréant et Ralf Pflieger (Dialogos)